

Atelier de restitution des résultats du Pagos sur l'entretien routier

Les parties revisitent l'usage fait des 7,38 milliards de francs



Les techniciens de l'Agence nationale des grands travaux d'infrastructures (ANGTI)



Le SGA des Travaux publics, Léopold Ongangui (c) présidant l'ouverture des travaux du Pagos.

JM  
Libreville/ Gabon

LE secrétaire général adjoint du ministère des Infrastructures, des Travaux publics et de l'Aménagement du territoire, Léopold Ongangui, a présidé, vendredi dernier, l'ouverture de l'atelier de restitution du Programme d'appui à la gouvernance sectorielle (Pagos), de la composante entretien routier. Ce programme, qui s'achève le 18 décembre prochain, a pour objectif de partager, avec les parties prenantes, les principaux résultats marquant la fin de la phase

opérationnelle des activités de cette composante. Il est également axé sur la conservation du patrimoine dont l'entretien routier, la stratégie d'entretien, les chantiers écoles, la formation des PME et des bureaux d'études, et la banque des données routières informatisées. A cette occasion, Léopold Ongangui, a rappelé aux parties prenantes que « l'évolution rapide du contexte mondial par l'internationalisation des échanges oblige notre administration routière à repenser le modèle de gestion du réseau routier, notamment les bases des poli-



Photo : Jean Macdouma

Une vue des agents du ministère, lors de l'atelier de restitution

tiques d'entretien. Nous sommes conscients que les solutions les plus efficaces et garantes de la pérennisation des infrastructures routières résident dans la

mise en œuvre des mesures visant améliorer l'efficacité de celles existantes.» Le coordinateur de ce programme, Roger Bouloudi Boubanda, s'est appesanti

sur les résultats de cette composante. Il a souligné que « la somme allouée, 7,38 milliards de francs, visant l'amélioration de la gouvernance des secteurs cibles, se traduit par une meilleure application des réglementations existantes, une remise à niveau des réglementations en conformité avec les principes de développement durable et des accords internationaux; une gestion financière plus efficace et efficace des ressources nationales; une meilleure coordination et suivi des politiques sectorielles; une mise en valeur et une gestion transparente coordonnée et durable des ressources des secteurs.»

La composante entretien routier s'articule autour de trois activités : l'appui à la direction générale de l'Entretien routier et aux directions régionales pour l'exécution du programme national d'entretien routier; l'appui au Fonds d'entretien routier de 2e génération; l'appui au secteur privé dont les PME et bureaux d'études. Il est financé conjointement par le Gabon et l'Union Européenne pour un coût global de 13,5 milliards de francs. La partie gabonaise devrait décaisser 3 milliards de francs et l'UE 10,5 milliards francs.

Intégration des marchés financiers de la Cémac/Fusion des deux places boursières

Une décision salubre pour les pays membres de la Cémac



Rafael Tung Nsue, président de la Cosumaf.

F.A.  
Libreville / Gabon

LE président de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf), Rafael Tung Nsue, a présenté à la presse, vendredi dernier, à Libreville, les avantages et les défis de la fusion croisée des places financières. Une décision des chefs d'Etat de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) lors de leur rencontre le 31 octobre dernier à N'Djamena. On se rappelait que les chefs d'Etat avaient décidé de fixer le siège du régulateur du marché financier régional à Libreville, et

celui de la Bourse des valeurs régionales à Douala au Cameroun. Et de désigner la Banque des États de l'Afrique centrale comme dépositaire central. « Dans cette configuration, Libreville devient la place de la régulation financière au niveau régional, rassemblant la Commission bancaire d'Afrique centrale (Cobac) pour les banques, le régulateur des marchés des assurances, c'est-à-dire la Cima (Conférence inter-africaine des marchés des assurances) et la Cosumaf. Douala devient la plateforme principale du marché boursier régional, en raison, notamment, d'un plus grand nombre d'émetteurs et investisseurs potentiels et des potentialités plus grandes de développement du marché financier régio-

nal », a expliqué le président de la Cosumaf. Selon Rafael Tung Nsue, cette séparation est généralement observée au plan mondial. Aussi, présente-t-elle plusieurs avantages. Notamment la mise en œuvre du modèle le plus achevé du marché financier régional ; l'intégration com-

plète des deux marchés financiers actuels et la simplicité de l'architecture du marché financier régional. Même si l'intégration comporte des défis à relever. Lesquels consistent à « assurer un emploi optimal des ressources managériales, humaines et techniques existantes ; l'existence de

coûts liés à la transition vers un marché intégré ; la nécessité d'un accord politique pour sa mise œuvre et la mise en place de dispositions institutionnelles et organisationnelles appropriées pour refléter le caractère régional du marché financier », a souligné le président de la Cosumaf.

« Cette décision d'intégration des marchés financiers, en distribuant les rôles, nous permettra d'avancer dans ce dossier qui n'a que trop duré et nous a fait perdre beaucoup de temps pour le développement de notre marché. Il était le frein numéro 1 », a-t-il conclu.

Du 1er au 30 Novembre 2017  
LE MOIS DE LA PROMOTION  
Jusqu'à -34% de réduction

Participants : Sodim Ip, Sogafric Services, Electra, Toyota Gabon, Gaspare.

\*Offre valable dans les sociétés du GROUPE SOGAFRIC : de -15% à -20% de réduction chez SOGAFRIC SERVICES / de -15% à -34% de réduction chez ELECTRA / de -10% à -15% de réduction chez TOYOTA GABON / de -15% à -30% de réduction chez GASPARE.

\*\*Prix non comparables, dans la limite des stocks disponibles, sur la file en vigueur (sauf commande par avance) et selon conditions indiquées en magasins.